

# UNITED FOR A JUST FUTURE

IndustriALL Global Union 3rd Congress  
14-15 September 2021

## **Solidarité avec la lutte pour la liberté d'association et de réunion en Corée**

En ratifiant les conventions n<sup>os</sup> 87, 98 (liberté syndicale) et 29 (travail forcé) de l'OIT, qui entreront en vigueur en 2022, le pays a réussi à se soustraire à l'attention de la communauté internationale – de sombres calculs dont le gouvernement coréen use à présent pour s'attaquer à la liberté d'association et de réunion, sous le prétexte de tenter de contrôler la pandémie.

Le Président de la Confédération coréenne des syndicats (KCTU) Yang Kyeung-soo a été arrêté de force le 2 septembre 2021, lors d'une perquisition au siège du syndicat, impliquant plus de 2 000 policiers (41 escadrons) qui avaient encerclé le bâtiment. Le Président Yang, travailleur de l'industrie automobile et membre du Syndicat coréen des travailleurs de la métallurgie (KMWU), a été transféré au centre de détention de Séoul.

Le mandat d'arrêt avait été émis dans le sillage d'un rassemblement organisé le 3 juillet, appelant le gouvernement à s'attaquer aux inégalités -- exacerbées par la pandémie -- et à prendre des mesures urgentes aux fins de protéger la santé et la sécurité au travail. Les participants avaient rigoureusement respecté les directives gouvernementales en matière de prévention, telles que le port du masque, la distanciation sociale et les contrôles de la température corporelle.

Les autorités ont commencé à enquêter largement sur les dirigeants et les membres des syndicats afin de tenter de réunir des éléments permettant d'imputer en grande partie la responsabilité de la quatrième vague du coronavirus à ce rassemblement. Mais les résultats des recherches de cas contacts par les centres coréens de contrôle et de prévention des maladies n'ont révélé aucun cas positif de Covid-19 lors de ce rassemblement. Les organisations de la société civile coréennes ont fait remarquer qu'au début du mois de juillet, le gouvernement avait autorisé des milliers de personnes à se rendre dans des stades de baseball, à des matchs de football et même à des concerts de musique dans des lieux couverts, et que seuls les rassemblements étaient interdits en raison de la propagation du virus.

Dans les usines aussi, la section locale des travailleurs précaires de Hyundai Steel du KMWU a légalement obtenu le droit de grève, mais sous prétexte de s'employer à empêcher la propagation du Covid-19, les forces de police ont bloqué la zone de rassemblement devant l'usine en plaçant des dizaines de leurs autobus.

Hyundai Steel devrait se soumettre à la décision du tribunal imposant l'emploi direct de ses travailleurs sous-traitants et des travailleurs précaires de Hyundai Steel. Mais au lieu de cela, Hyundai Steel continue de refuser la négociation collective et menace de licencier

les travailleurs en sous-traitance à moins que ceux-ci n'acceptent un emploi indirect dans une nouvelle succursale appelée ITC, allant de pair avec la signature d'un contrat attestant de leur renonciation aux prétentions économiques et aux droits associés à un emploi direct chez Hyundai Steel. En outre, Hyundai Steel a engagé des poursuites contre 180 travailleurs précaires, leur réclamant 20 milliards de KRW (soit quelque 17,2 millions de dollars US) au titre des pertes encourues pour les neuf premiers jours de cette grève en cours.

Dans un contexte pourtant marqué par la Révolution des bougies qui avait permis, en 2017, de faire tomber le gouvernement précédent, et la ratification par le gouvernement coréen des conventions n<sup>os</sup> 87 et 98 de l'OIT, dans le sillage de la première procédure de règlement des différends prévue au chapitre «Commerce et développement durable» de l'accord commercial entre l'UE et la République de Corée, l'environnement reste très difficile pour les syndicats et la liberté d'association en Corée.

IndustriALL demande la libération du Président Yang du KCTU et demande au gouvernement coréen de mettre immédiatement fin à ces actes visant à réprimer la liberté d'association et de réunion. Afin de soutenir les syndicats coréens luttant contre les entreprises qui répriment les droits des travailleurs et inaugurer un système répondant aux attentes fondamentales en matière de droits à la liberté d'association et de réunion des travailleurs, IndustriALL et ses affiliés s'engagent à :

- Soutenir la grève générale du KCTU organisée le 20 octobre et son combat pour la réforme du droit du travail en faveur des droits syndicaux fondamentaux et de l'abolition du travail précaire, pour une transition juste et pour un renforcement des services publics et de la protection sociale
- Exiger des multinationales qu'elles respectent la liberté d'association et mobiliser la solidarité pour défendre les droits syndicaux et les droits du travail, contrer les menaces et la répression de la part des entreprises et améliorer les modalités de négociation collective supra-entreprise en Corée
- Assurer un suivi des obligations de la Corée en matière de droit du travail et de droits de la personne en vertu du droit international – conventions n<sup>os</sup> 87 et 98 de l'OIT, Charte internationale des droits de l'homme des Nations Unies, obligations en vertu des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales – afin d'en assurer la pleine mise en œuvre en droit et en pratique, et appeler les gouvernements du monde entier à exercer des pressions sur le gouvernement coréen en ce sens en s'appuyant, le cas échéant, sur les relations diplomatiques et commerciales.

